



**HAUT-COMMISSARIAT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**7<sup>ème</sup> Forum pour l'Économie bleue**

Mercredi 19 octobre 2022

**Allocution de M. Monsieur Éric SPITZ,  
Haut-commissaire de la République en Polynésie française**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président de la Polynésie française,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de la Polynésie française,  
Monsieur le député,  
Monsieur le vice-président et mesdames et messieurs les ministres du gouvernement de la Polynésie française,  
Messieurs et mesdames les tavana,  
Monsieur le contre-amiral, commandant supérieur des forces armées en Polynésie,  
Monsieur le représentant du Conseil économique, social environnemental et culturel de la Polynésie française,  
Monsieur le Commandant de la base navale,  
Monsieur le Chef du Service des affaires maritimes,  
Monsieur le Chef du bureau de l'Action de l'Etat en mer,  
Mesdames et Messieurs, chers amis,

99 % d'océan !  
La Polynésie française, c'est 99 % d'océan.

Voici une réalité qui encourage à promouvoir à 100 % vos initiatives, chers acteurs de l'économie maritime, dans l'objectif d'équilibrer création de valeur, préservation des ressources et lutte contre le changement climatique.

Création de valeur et avenir de la planète.

Ne faisons pas croire qu'il s'agit d'une quadrature du cercle. Il y a des solutions, communes et pour tous, et le cluster maritime de Polynésie française participe, vous participez, chacun, au plus haut point à cette ambition.

Publics ou privés, vous constituez les acteurs d'une vision commune: le développement d'une économie bleue durable, sur la plus grande ZEE française.

Le cluster maritime vous accompagne, en respectant le développement durable et responsable, en encourageant les activités et les projets de l'écosystème maritime, l'industrie, les services et les activités maritimes de toute nature, entreprises de toutes tailles, pôles de compétitivité, fédérations et associations, laboratoires et centres de recherche, écoles et organismes de formation, collectivités et acteurs économiques



## HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

locaux, en incluant la Marine nationale. Pour agir de façon coordonnée. Pour agir ensemble.

Ensemble.

La mission est immense. Et il ne faut pas se voiler la face, l'enjeu économique, environnemental et social pour la Polynésie française est colossal. Les aspects économiques, environnementaux et sociaux sont si intriqués, si dépendants, qu'ils forment un ensemble en équilibre systémique.

Systémique.

La crise sanitaire nous a violemment rappelé ce principe.

La crise nous a rappelé à l'ordre, d'où le très opportun intitulé de ce 7<sup>e</sup> Forum de l'Économie bleue de Polynésie française : « Azimut 2030, entre productivité, préservation et résilience »,

La crise sanitaire a entraîné la crise économique, obligeant aujourd'hui à nous réinventer, dans un format plus humain, respectueux de la culture des hommes, de l'économie repensée et de l'environnement à préserver. Le président Édouard FRITCH le sait, lui qui s'est engagé pour réagir et faire de la Polynésie française un exemple de territoire précurseur et qui appelle à la responsabilité collective.

Ce 7<sup>e</sup> Forum de l'Économie bleue a pour objet d'écrire la responsabilité collective, à l'encre « bleu océan », dans une nouvelle feuille de route pour l'économie maritime en Polynésie française.

Et si vous en êtes les acteurs fondamentaux, sachez que l'État a toujours eu, et aura toujours à cœur, de vous accompagner dans vos démarches, vos projets, vos ambitions.

Votre concentrez de nombreux atouts à travers l'économie bleue, qui représente 40 % des ressources propres de la Polynésie française et contribue à 80 % de ses exportations.

La France est consciente que l'économie bleue est un domaine porteur à accompagner car elle constitue un facteur de rééquilibrage de l'activité et des revenus au profit des archipels.

Elle a un rôle central dans l'aménagement du territoire.

Elle a un effet de levier en matière d'emploi. L'économie bleue est un relais de croissance qui nécessite des infrastructures adaptées et modernes, pour des filières pleinement opérationnelles et efficaces.

Bien sûr, il y a un besoin d'élargir, renforcer et structurer la formation en la matière, pour construire l'avenir maritime de la Polynésie française. Aussi je ne peux que féliciter et soutenir le projet de campus de la mer, lancé le 28 juillet 2022 par le



## HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ministère de la culture, de l'environnement et des ressources, qui a pour objectif de répondre aux besoins en compétences exprimés par les entreprises.

Soutenir l'économie bleue, pour l'État, c'est aussi compléter l'action locale en assurant la surveillance maritime de l'ensemble de la ZEE afin de garantir la protection de la ressource halieutique et la sécurité de la navigation.

Soutenir l'économie bleue, pour l'État, c'est aussi être partenaire et comprendre le modèle de gestion tel qu'il est défendu par les autorités polynésiennes mettant en avant l'exemplarité de la pêche côtière et hauturière, peu impactante et plus responsable au regard des ressources marines.

Le *One Ocean Summit* qui s'est tenu à Brest en février 2022, a été l'occasion de le rappeler.

Soutenir l'économie bleue, pour l'État, c'est agir et soutenir.

Comment ce soutien de l'Etat s'exprime-t-il ?

Quatre cas concrets l'illustrent, sur lesquels je vais revenir : la défiscalisation nationale, le fonds d'intervention maritime, les formations maritimes et la fédération d'entraide polynésienne de sauvetage maritime.

**1) La mobilisation de la défiscalisation nationale pour améliorer l'offre en matière de desserte maritime interinsulaire constitue un axe fort du soutien de l'État.** Cet avantage fiscal est également accordé aux navires professionnels destinés au transport touristique. Il vise ainsi à soutenir le développement de l'activité de tourisme par l'acquisition de nouvelles unités.

L'État continuera de soutenir les projets de modernisation de la flotte, bénéfique pour l'emploi, la sécurité maritime et à l'économie dans son ensemble.

**2) L'État s'est également engagé en soutien à la filière par la mise en place cette année d'un Fonds d'intervention maritime**, le FIM, destiné à contribuer au financement de projets locaux novateurs et soutenir le développement d'activités maritimes durables. Plusieurs dossiers ont été déposés en Polynésie. Des projets relatifs au retrait des épaves et navires abandonnés présentant un danger et une nuisance pour les activités côtières en Polynésie par exemple. Je précise que ce bel outil, le FIM, devrait être reconduit pour l'année 2023. Pour rappel, il est ouvert à tous les acteurs du monde maritime : mairie, associations, entreprises qui pourront déposer un dossier de candidature pour le prochain appel à projets début 2023.

**3) Il n'est pas possible de parler d'économie bleue sans parler des hommes qui la font vivre, en particulier les gens de mer et les marins.** La Polynésie française soutient ce secteur et renforce l'offre de formation maritime en lien avec l'État. J'ai trois exemples en tête : la délocalisation en Polynésie de la formation navire citerne, l'agrément reçu pour la formation probatoire au brevet d'officier chef de quart machine, la formation « Medical III », formation obligatoire pour les capitaines et seconds des



## HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

navires de plus de 500 UMS de jauge. Sachez que l'État continuera à accompagner la Polynésie pour améliorer et diversifier l'offre de formation des marins.

#### **4) Enfin, la fédération d'entraide polynésienne de sauvetage maritime (FEPSM) est un rouage essentiel pour l'activité de sauvegarde de la vie humaine en mer.**

Une nouvelle vedette de sauvetage est financée à parts égales entre l'Etat et le Pays, pour un montant de 120 millions de francs pacifiques, pour la station de Hiva Oa, aux Îles Marquises. Par ailleurs l'État a sensiblement augmenté sa contribution financière à la FEPSM avec une dotation annuelle passant de 1,8 million de francs pacifique en 2019 à près de 5,9 millions de francs pacifique en 2022. Elle permettra notamment de mieux assurer la formation des sauveteurs bénévoles et d'assurer le fonctionnement de la vedette des Marquises. Une convention entre l'État et la FEPSM a été signée pour pérenniser ce montant pour les trois prochaines années.

Vous l'avez compris, l'État soutient l'économie bleue. Vous pouvez compter sur l'État pour qu'il continue de vous accompagner afin de construire l'avenir maritime de la Polynésie française.

L'avenir.

J'aime citer Antoine de Saint-Exupéry lorsqu'il dit avec clairvoyance que : « *Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible* ».

Le rendre possible, c'est ce que nous nous essayons de faire. L'Etat, le cluster maritime, les acteurs de l'économie bleue en Polynésie française.

Nous devons donc penser à demain et prendre à bras-le-corps les défis auxquels nous devons faire face. Je pense ici bien sûr au réchauffement climatique, la menace de la montée du niveau des océans, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à l'augmentation des températures qui entraîne l'acidification des océans et menace de dégrader durablement un écosystème dont dépendent la vie végétale, la vie animale et humaine.

Vous le savez, l'idée de trouver des solutions contre ces menaces se traduit concrètement par un leadership de la France sur le sujet du climat, car la fragilité de notre planète réclame la force de notre courage mais aussi la coordination et la convergence de nos actions.

A Lisbonne durant la conférence des Nations Unies sur les océans, le Président de la République française, Emmanuel Macron, a promu l'engagement multilatéral qui doit prévaloir en vue de préserver le « bleu » de notre planète, en exhortant les États à l'action.

Nous savons que cet engagement présidentiel fait écho au credo que vous partagez, celui de trouver les solutions communes et faire émerger une responsabilité globale.

Cette protection de l'océan, de ce *moana* qui vous est cher, est ce que la science économique appelle un « commun », une ressource naturelle qui profite à tous mais qui peut en conséquence être surexploitée. La protection de ce commun nous oblige. Et nous met en situation de responsabilité devant l'Histoire.



**HAUT-COMMISSARIAT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

La responsabilité globale, c'est bien cette prise de conscience que la France souhaite voir progresser, voir partager, suivant l'idée que les habitants de la planète constituent un même ensemble, unique, « *One Planet* ».

En envisageant d'organiser, fin 2023, une édition du *One Planet Summit pour les îles*, ici, en Polynésie française, le président de la République française souhaite décliner cette perspective globale et veut permettre à la communauté internationale et à la société civile de prendre en compte les défis et les problématiques spécifiques pour les îles en général, et pour les îles du Pacifique en particulier.

C'est d'ailleurs dans la perspective de ce *One Planet Summit pour les îles* que Monsieur Olivier Poivre d'Arvor, ambassadeur chargé des Pôles et des enjeux maritimes, était récemment présent au Fenua pour consulter les élus et acteurs locaux, en s'enquérant aussi de solutions basées sur les traditions ou pratiques locales, en contribuant à l'effort de conservation tout en permettant de pérenniser les moyens de subsistance et les pratiques culturelles des communautés.

Le *rahui* polynésien en est une. Il en existe d'autres qu'il n'appartient qu'à nous de faire connaître ou de faire émerger.

C'est dans cet esprit, et pour conclure quant à notre présence commune, ce jour, pour ce 7<sup>ème</sup> Forum pour l'Économie bleue, que je vous renouvelle mon soutien, chers acteurs du monde maritime.

Soyez force de propositions.

Soyez ambitieux pour le Fenua.

Et soyez soutenus par la conviction que l'État est 100 % présent, à 100 % avec vous pour nos 99 % d'océan constituant la Polynésie française !

Je vous remercie.